

Maudit soit le poste de Premier ministre



PASCAL DELWIT

Politologue à l'ULB

Les événements qui ont entouré la désignation du Commissaire européen belge ont poussé certains analystes à présenter le poste de Premier ministre comme «maudit», voire même promis au détenteur du poste la carte du Zwarte Piet (le valet qui pue).

Cette représentation correspond-elle à une réalité? Il n'est guère aisé de répondre à cette question tant il est vrai que les conditions politiques de désignation du Premier ministre de la coalition en gestation sont totalement inhabituelles. Outre la forte minorisation du rôle linguistique francophone dans l'attelage, l'appel de Kris Peeters à se positionner avant même d'atteindre l'accord de gouvernement, il importe de souligner quatre autres éléments:

1) le fait que le premier parti de la coalition, la N-VA, soit un parti indépendantiste flamand;

2) le refus de ce parti de prendre à sa charge le poste, contrairement à ce qu'avait annoncé ou laissé suggérer Bart De Wever, la dernière semaine de campagne électorale;

3) le fait que le CD & V et l'OpenVLD, bien qu'ayant légèrement progressé, sont à des niveaux électoraux extrêmement bas;

d) l'absence de liant familial. Pour la première fois depuis 1950, il n'y aura qu'une famille politique – les libéraux – présente dans la coalition.

Mais en 1950, le PSC-CVP avait décroché la majorité absolue. Encore, convient-il d'observer la portée limitée de la dimension familiale. Certes, MR et OpenVLD ont manifesté de conserver le 1^{er} mai à Jodoigne. Mais, à l'entame de la campagne, Wouter Beke et Charles Michel avaient fait une sortie commune, au grand déplaisir de l'OpenVLD. Et dans une interview récente, Louis Michel faisait peu de cas de l'OpenVLD dans les discussions: «Je pense qu'au sein de cette coalition, il y a deux partis, le MR et le CD & V, très attentifs à la protection du plus faible et de notre tissu social».

Un contexte pour le moins spécifique...

Bref, le contexte est pour le moins spécifique. Pour autant, le poste de Premier ministre est-il si indésirable? En première approche on serait tenté de répondre «non». Le CD & V avait fait du 16 rue de la Loi un point nodal pour entrer dans les négociations et rien ne dit qu'il a abandonné toute ambition sur ledit maroquin. Louis Michel affirmait il y a peu: «Le MR exige soit le poste de Premier ministre soit celui de commissaire». Et d'aucuns nous annoncent qu'à l'OpenVLD, il y aurait plus de prétendants que le parti ne compte de parlementaires... Pourtant le poste serait «maudit»... Mais pourquoi donc? Pour des raisons électorales, nous affirme-t-on. Le parti du

EXPRESS

Certains analystes tendent au détenteur du poste de Premier ministre la carte du **Zwarte Piet** (le valet qui pue).

Le poste reste important et prestigieux mais il est périlleux, d'autant qu'en matière socio-économique, la conjoncture ne se prête pas à des annonces «heureuses».

Compte tenu de la dimension particulièrement innovante de la future coalition et de la politique de la **chaise vide de la N-VA** pour ce qui concerne le 16 rue de la Loi, la mission apparaît d'autant plus délicate.

Premier ministre est systématiquement égratigné au scrutin suivant.

En vérité, les choses sont bien plus nuancées. On observera d'abord qu'il n'y a pas de loi électorale en la matière. Sur les 20 scrutins postérieurs à la deuxième guerre mondiale, où les choses peuvent aisément être vérifiées, un recul électoral est observé treize fois pour sept progressions. Le recul est donc plus probable que la progression, mais nous ne sommes pas dans un registre systématique.

Qui plus est, dans trois des treize occurrences, le recul est mineur (un recul inférieur à 3 points de pourcent). Soulignons aussi la difficulté de l'exercice sous deux angles: dans treize cas sur vingt, le premier ministre était issu des rangs des sociaux-chrétiens néerlandophones. Or, ces derniers ont connu un déclin quasi linéaire depuis 1946.

Par ailleurs, pour apprécier un résultat, il est nécessaire de connaître le point de référence précédent. Ainsi, en 2007 l'OpenVLD subit un recul sensible en Flandre (-5,49 points de pourcent) mais son référent était très élevé (24,44%, le meilleur score des libéraux flamands depuis 1946). Par la suite, les résultats de l'Open VLD seront d'ailleurs sensiblement inférieurs à ce que le parti décrocha en 2007. De même, le PS enregistre un recul net en Wallonie en 2014 (-5,72 points de pourcent) mais en l'espèce aussi, le référent était très élevé (37,69%). Le résultat de 2014 est ainsi supérieur à ces deux très mauvaises élections de 1999 et 2007. Bref, électoralement, décrocher le poste de Premier ministre n'est pas



Le coformateur Kris Peeters a appelé cette semaine la famille libérale à faire rapidement la clarté sur le choix du futur Premier ministre; poste pour lequel le président du MR, Charles Michel, est favori. © PHOTO NEWS

une Sinécure mais n'est pas nécessairement un calvaire.

Asymétrie linguistique

Mais y a-t-il un problème alors? Il y a d'abord le problème spécifique de l'asymétrie du rôle linguistique des partis autour de la table: trois partis néerlandophones et un parti francophone. Au surplus, des évolutions doivent être notées. Certes, les fonctions attendues dans le chef du Premier ministre n'ont que peu évolué. Il doit «diriger» l'exécutif et proposer les points de synthèse sur la base d'avis divergents. Mais, et c'est fondamental, les conditions de cet exercice ont considérablement changé.

Pendant longtemps, l'exercice s'est pratiqué dans le cadre de deux scénarios relativement simples: une alliance sociale chrétienne-libérale pilotée par le CVP ou une alliance sociale-chrétienne-socialiste... pilotée par le CVP. Dans ces deux modèles, le dialogue entre partenaires de la coalition peut être serré, mais il n'y a de problème de légitimité pour le premier ministre et son parti. Le CVP est un parti flamand. C'est le premier parti. Et il y a relativement peu d'interlocuteurs autour de la table.

Depuis 1999, trois modifications importantes sont intervenues. D'abord, les coalitions sont bien plus incertaines et inédites. Inédites dans leur composition: Libéraux-socialistes-verts en 1999 (inédit); Libéraux-socialistes en 2003 (Un seul précédent depuis 1946); Libéraux-sociaux chrétiens-PS en 2008 (Inédit); Libéraux-socialistes-so-

Les fonctions attendues dans le chef du Premier ministre n'ont que peu évolué. Il doit «diriger» l'exécutif et proposer les points de synthèse sur la base d'avis divergents. Mais, et c'est fondamental, les conditions de cet exercice ont considérablement changé.

ciaux chrétiens (aucune législature complète depuis 1946) et vraisemblablement CD & V-MR-OpenVLD-N-VA (Inédit).

Ensuite, le nombre de partenaires s'est accru de par l'implosion des partis nationaux et l'accroissement de la fragmentation. Enfin, la relation/coopération avec les entités fédérées s'impose comme un fait nouveau qui ajoute nombre d'interlocuteurs autour de la table sur certaines questions.

Un compromis moins facile à trouver

Tous ces éléments rendent plus complexe l'établissement de compromis. Donc la tâche du Premier ministre. Et par conséquent, la posture du parti du Premier ministre. C'est bien ici une donnée fondamentale. Le poste reste important et prestigieux mais il est périlleux, d'autant qu'en matière socio-économique, la conjoncture ne se prête pas à des annonces «heureuses».

Compte tenu de la dimension particulièrement innovante de la future coalition et de la politique de la chaise vide de la N-VA pour ce qui concerne le 16 rue de la Loi, la mission apparaît d'autant plus délicate. Chacun voudra avoir les mains les plus «libres» dans l'expérience sinon l'expérimentation. Celui à qui échoira le poste les aura – peut-être – un peu moins. Peut-être. Car s'il appartient à une formation qui ne considère pas comme cruciale la pérennité de la coalition, il pourra toujours «tirer la prise». Si c'est l'inverse, on lui souhaite bonne chance. Même si la chance a peu à voir dans l'affaire.